La nouvelle KAP

Le 28 octobre 2008, les députés hongrois ont accepté le projet visant à modifier le système de subventions agricoles européennes en vigueur en Hongrie. Ce système qui devrait commencer à entrer en vigueur en 2009 est supposé être plus avantageux que le précédent.

La politique agricole commune (PAC en français, KAP en hongrois) est au coeur des préoccupations de nos gouvernants. Rien qu'en Hongrie, 200000 producteurs et 1000000 de propriétaires terriens sont concernés par les subventions européennes (un chiffre impressionnant, si l'on songe que la production hongroise représente environ 2% de la production agricole totale de l'Union européenne). Le nouveau système est celui du régime de paiement unique (SPS, Single Payment Scheme), sous une forme hybride. Des distinctions complexes sont faites en fonction du type de culture, voire de la nécessité de ne pas cultiver. Point positif : «des mesures de conditionnalité, demandant aux agriculteurs de respecter un certain nombre de normes relatives à l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la santé des

animaux, ont également été introduites comme condition préalable pour recevoir des subventions. » Le gouvernement hongrois est particulièrement favorable à ce régime pour plusieurs raisons. D’abord, ce système devrait permettre de revaloriser les terrains agricoles, il est aussi censé assurer un versement garanti des subventions jusqu’en 2013. Certains insistent sur le fait qu’ainsi la traçabilité des produits devrait être améliorée et l’on devrait assister à une baisse du prix des fruits et légumes d’origine hongroise pour le consommateur. De fait, comme chacun le sait, la tomate hongroise est bien meilleure que l’Espagnole, mais le consommateur achète les moins chères sans souci de l’origine. C’est ainsi que les agriculteurs se retrouvent à déverser leurs bons produits sur des parkings innocents. Les Hongrois ne doivent pas désespérer car la Commission européenne est partisane de favoriser la qualité des fruits et légumes et d’inciter les citoyens européens à en consommer le plus possible. Des campagnes sont en cours visant à la sensibilisation de nos chérubins qui devraient ainsi faire naître un nouveau citoyen européen gros consommateur de fruits et légumes bios. Actuellement, le citoyen européen moyen est plutôt fauché, il achète ce qu’il peut.

Choisir la qualité dans une économie globale est un pari dangereux, surtout lorsque le pouvoir d’achat des ménages est en baisse. L’application d’un contrôle de qualité obligatoire aux produits importés est toujours délicate et certains vont devoir faire des sacrifices pour donner le bon exemple.

Avant tout, la Commission veut s’assurer que les aides vont bien à ceux qui en ont besoin. Avec le nouveau système, ce sont les agriculteurs les plus méritants qui seront aidés. Grâce aux satellites d’observation, il est de plus en plus facile de connaître exactement les données d’une parcelle cultivée, ces informations qui seront complétées par divers contrôles devraient permettre à Bruxelles d’éviter les abus les plus criants. On ne rappellera jamais assez que la PAC représente 40% du budget de l’Union européenne. Par ailleurs, il semble qu’il n'y ait pas vraiment unanimité sur le sujet au Parlement hongrois puisque le projet est passé avec 205 voix pour, 163 contre et 5 abstentions. Comme nos propres députés ont pu l’expérimenter, les projets de lois touchant à l’agriculture sont des plus sensibles et peuvent non seulement jouer sur les relations entre ministres et députés d’une même majorité politique, mais aussi désamorcer certains réflexes d’opposition

systématique. On en reparlera donc l’année prochaine.

Xavier Glangeaud

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel